

Appel pour les libertés, contre les idées d'extrême droite

publié le 4 mai 2021 à 12h59

Depuis maintenant plusieurs mois nous constatons toutes et tous que le climat politique et social en France, comme partout en Europe et dans le monde est de plus en plus imprégné par l'extrême droite et ses idées.

Face à ce climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives, nous appelons à une réaction forte, unitaire et rassembleuse, pour réaffirmer notre combat commun contre l'extrême droite, ses idées, et toutes celles et ceux qui participent à sa propagation.

De Bolsonaro à Trump en passant par Orban et Salvini, nous assistons à une offensive raciste et réactionnaire particulièrement inquiétante pour l'avenir de la planète. En France, cette offensive raciste a pour corollaire la multiplication des politiques sécuritaires, liberticides et anti-sociales.

Braises incandescentes

Ce climat ne doit rien au hasard. Le gouvernement, et ses quatre vigies Darmanin, Vidal, Blanquer et Schiappa, se chargent de l'alimenter depuis des mois. De [la loi sécurité globale](#) à la loi sur le séparatisme en passant par la chasse à l'islamo-gauchisme et la suppression de l'Observatoire de la laïcité, ce quinquennat accumule les gages à destination de l'extrême droite, en reprenant ses éléments de langage mais aussi certaines de ses propositions.

Quand on souffle sur des braises incandescentes et qu'on passe son temps à attiser les haines, cela a des conséquences concrètes. Cela peut même conduire au pire comme nous l'avons vu récemment avec l'attentat [contre la mosquée de Bayonne](#).

Après [l'envahissement du Conseil régional d'Occitanie par l'Action Française](#), le saccage d'une librairie et l'attaque de la marche lesbienne à Lyon par des identitaires, les polémiques sur le prétendu islamo-gauchisme et le prétexte de groupes de parole entre personnes discriminées pour attaquer l'UNEF ou s'en prendre à Audrey Pulvar, un cap supplémentaire vient d'être franchi.

En moins de 72 heures, un néo-nazi voulant mener un attentat contre la mosquée du Mans a été arrêté, la mosquée de Nantes a été, elle, incendiée, et le centre culturel islamique de Rennes a été recouvert de tags islamophobes.

Un appel de militaires factieux, s'appuyant sur la chasse aux sorcières lancée par des membres du gouvernement, est diffusé par l'hebdo d'extrême droite *Valeurs Actuelles* et est soutenu par Marine Le Pen sans réaction d'Emmanuel Macron ni que gouvernement ne porte plainte devant la justice.

Amalgames honteux

Nous ne pouvons accepter que celles et ceux qui subissent haine, discrimination, et injustice soient aujourd'hui accusés de racisme et jetés en pâture par l'extrême droite.

Nous n'acceptons plus que la lutte contre les actes terroristes, que nous condamnons fermement, s'accompagne d'amalgames honteux

Nous ne pouvons accepter que nous militantes et militants politiques, syndicaux, associatifs soyons montrés du doigt alors que chaque jour ce gouvernement déroule un tapis rouge à l'extrême droite avec ses Lois réactionnaires et liberticides.

Nous ne pouvons plus accepter les menaces directes qui nous sont maintenant faites.

Nous, militant·e·s politiques, associatifs, syndicalistes et personnalités de la société civile appelons à une grande manifestation au printemps 2021 pour dire non à l'extrême droite, à ses idées qui se propagent

publié le 21 mai 2021 à 12h34

CGT et Solidaires, Attac et Ligue des droits de l'homme, *l'Humanité* et *Regards*, La France Insoumise et le NPA... Plusieurs syndicats, partis, associations et médias **appellent** à une «*journée nationale de manifestation*» le 12 juin «*pour les libertés et contre l'extrême droite*». Un appel qui fait écho à **une tribune parue dans Libération début mai**, dans laquelle des personnalités disaient souhaiter un rassemblement au printemps.

Constatant un «*climat politique et social alarmant*», dans lequel «*s'allier avec l'extrême droite ou reprendre ses idées ne constituent plus un interdit*», et où «*les attaques contre les libertés et les droits sociaux s'accroissent gravement*», les signataires déplorent l'adoption de «*lois liberticides*» qui «*organisent une société autoritaire de surveillance et de contrôle*».

«Climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives»

«*De plus, si certaines de ces lois stigmatisent une partie de la population en raison de sa religion, d'autres en ciblent en raison de leur activité militante*», affirment-ils. «*Face à ce climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives, nous avons décidé collectivement d'organiser le samedi 12 juin une première grande journée nationale de manifestation et de mobilisations qui se déroulera localement*», écrivent-ils.

□ *Face au climat de haine, raciste, attentatoire aux libertés individuelles et collectives, nous (syndicats, associations, médias, partis politiques...) appelons, le 12 juin, à une première grande journée nationale de mobilisation.*

Parmi les partis signataires, Générations, Place Publique, les Jeunes Ecologistes et le Mouvement des Jeunes Communistes, mais EE-LV. Le Parti socialiste, qui participera aux manifestations, a publié un communiqué exprimant son soutien : «*Nous partageons l'alarme des signataires quant à la banalisation des idées et de la rhétorique d'extrême droite, dans les médias et jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, qui a des conséquences très concrètes sur la libération d'une violence d'extrême droite et sur la banalisation des propos et actes racistes et sexistes.*» Le Parti communiste français, qui ne fait pas partie des signataires de l'appel, a également **publié ce vendredi matin un texte de soutien**, appelant de son côté à marcher le 12 juin «*pour les droits et les libertés, pour une République sociale et démocratique*».